

Afrique-Santé-Paludisme

LIBREVILLE, 20 février (Infosplusgabon) - Le Président Umaro Sissoco Embaló, président de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA), a annoncé samedi que l'Afrique se trouve au cœur d'une véritable tempête qui menace de perturber les services essentiels vitaux contre le paludisme. L'Afrique se trouve confrontée à des menaces grandissantes et au risque d'un regain d'incidence et de mortalité du paludisme.

Les insuffisances budgétaires critiques des programmes de lutte contre le paludisme, liées au malaise financier qui continue de sévir dans le monde, l'impact du changement climatique, la résistance aux insecticides et aux médicaments et les situations humanitaires, suscitent des crises sans précédent qu'il importe de résoudre de toute urgence si l'on veut éviter une recrudescence du paludisme.

« Si nous n'agissons pas dès maintenant, nous risquons de voir grimper la mortalité du paludisme, conséquence de l'insuffisance de fonds, de menaces biologiques et des perturbations climatiques », a déclaré Son Excellence le Président Embaló, dans un discours prononcé en son nom par Son Excellence Carlos Pinto Pereira, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Communautés, République de Guinée-Bissau. Et d'ajouter : « La lutte contre le paludisme n'en offre pas moins une voie viable vers une approche pleinement intégrée, où chaque secteur contribue aux efforts d'établissement de systèmes de santé pérennes et résilients. »

Dans le contexte des défis grandissants du développement mondial, dont le ralentissement économique global particulièrement ressenti en Afrique, l'accès à l'objectif d'élimination du paludisme et la résolution d'autres problèmes sanitaires, concernant notamment les maladies tropicales négligées, se trouvent confrontés à de nombreux obstacles. En dépit d'une ferme volonté politique et d'un solide arsenal d'interventions, les progrès vers l'élimination du paludisme sont en perte de vitesse.

Le sixième rapport annuel sur les progrès de la lutte contre le paludisme en Afrique donne le ton pour les victoires clés afin de renverser la tendance contre le paludisme. Le rapport fait état d'un profond écart de ressources, en ce que les États membres se trouvent face à un déficit budgétaire chiffré à 1,5 milliard de dollars US à l'horizon 2026 pour maintenir seulement la couverture actuelle, inadéquate, des interventions essentielles contre le paludisme. Ce déficit, lié à la crise financière mondiale et au coût accru des produits essentiels requis pour contrer la menace de la résistance, pourrait donner lieu à un redoublement de la mortalité du paludisme, ramenant le spectre des pires scénarios redoutés au début de la pandémie de COVID-19.

De plus, un financement annuel supplémentaire de 5,2 milliards de dollars US est nécessaire pour que le continent progresse vers l'élimination, en permettant la pleine mise en œuvre des plans stratégiques nationaux. Les États membres, en collaboration avec les partenaires multisectoriels nationaux et mondiaux, doivent agir rapidement pour combler ces déficits et financer entièrement les plans stratégiques nationaux contre le paludisme.

Le rapport expose par ailleurs la vague montante de la menace que fait peser le changement climatique sur la santé, y compris le paludisme et les maladies tropicales négligées. Représentant 4 % à peine des émissions mondiales de carbone, l'Afrique subit un impact disproportionné de catastrophes liées au climat, telles que canicules, inondations et sécheresses, qui laissent aussi présager un regain du paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle sur le continent. Un programme intégré doit être adopté pour parer à ces menaces grandissantes.

La lutte contre le paludisme est un modèle pionnier de renforcement des systèmes de santé, de préparation aux soins de santé primaires et aux pandémies et un excellent exemple concernant l'impact du changement climatique sur la santé. La communauté mondiale se doit d'accroître son soutien aux mesures d'atténuation et d'adaptation, non sans veiller tout à la fois à ce que l'Afrique relève le défi de plein front et contribue aux ressources supplémentaires requises pour vaincre, une fois pour toutes, la maladie.

Le rapport reconnaît les investissements sur le long terme et les efforts héroïques déployés par les pays, les partenaires et les agents de santé communautaire, partout en Afrique, aux fins de la lutte contre le paludisme. Le continent africain n'en supporte pas moins toujours un gigantesque fardeau, à hauteur de 94 % de l'incidence totale du paludisme (233 millions de cas) et de 95 % de sa mortalité (580 000 décès). Les victimes le plus lourdement affectées par la maladie restent les enfants : environ 78 % de la mortalité totale du paludisme dans la région concernent les moins de cinq ans.

« Les instruments de lutte existants ploient sous la menace de la résistance », a déclaré Son Excellence l'ambassadrice Minata Samate Cessouma, commissaire à la Santé, aux affaires humanitaires et au développement social auprès de la Commission de l'Union africaine. « Pour retrouver le bon cap, il nous faut ajouter de nouvelles armes à notre arsenal contre le paludisme. Côté positif, nous avons de quoi contrer efficacement ces menaces. » Et d'ajouter : « Ces nouveaux atouts sont plus efficaces mais ils coûtent plus cher. La fabrication locale et les efforts d'influence du marché par les États membres et les partenaires peuvent faire baisser certains coûts et rendre les produits abordables et accessibles, au profit ultime d'un plus grand impact. »

Le Rapport d'étape 2023 de l'Union africaine sur le paludisme révèle quelques avancées positives contre le paludisme et sur d'autres plans sanitaires, à travers notamment le recours stratégique aux cartes de score de santé. L'utilisation des données aux fins d'une programmation en temps réel a entraîné nettement l'action, en termes de mobilisation de ressources, de formation, de mentorat, de stratégies d'approvisionnement pour résoudre les insuffisances de stock, ainsi que d'engagement communautaire accru dans plus de 40 pays d'Afrique. Ces données en temps réel et les outils de carte de score pour la redevabilité et l'action ont aidé les pays à gérer plus efficacement les goulots d'étranglement et à mieux entraîner l'action.

Le rapport préconise un lancement accéléré des campagnes nationales « Zéro Palu ! Je m'engage » ; 29 pays ont d'ores et déjà adopté l'initiative. L'établissement de conseils et fonds nationaux multisectoriels pour l'élimination du paludisme est vital au plaidoyer, à l'action, à la mobilisation de ressources et à la redevabilité. Ces conseils ont déjà mobilisé l'équivalent de plus de 50 millions de dollars US en Afrique, dans sept pays seulement à ce jour, mais 15 autres travaillent au lancement de leurs propres conseils et fonds durant l'année 2024.

Enfin, l'OMS a voici peu certifié que la République du Cap Vert était un pays exempt de paludisme, témoin des accomplissements qui peuvent résulter en Afrique d'un engagement indéfectible et d'une action collective. Ce jalon important porte le Cap Vert au rang de 43 autres pays et territoires qui ont éliminé cette maladie mortelle. L'élimination du paludisme au Cap Vert illustre l'art du possible, incarne l'esprit de « Zéro Palu ! Je m'engage. » »

Fondée en 2009, l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA) est une coalition pionnière de chefs d'État et de gouvernement d'Afrique voués, au-delà des frontières nationales et régionales, à libérer l'Afrique du paludisme à l'horizon 2030. Tous les États membres de

l'Union Africaine sont membres d'ALMA.

FIN/INFOSPLUSGABON/MON/GABON2024

© Copyright Infosplusgabon